

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°33 – 19 août 2021.

En bref

Avant la fin 2021, l'économie colombienne devrait recevoir 7 Mds USD. Bien que le peso ait été dévalué de près de 12,5% cette année et de 2,7% sur les 12 derniers mois, ces revenus devraient atténuer ces mauvais résultats. Avant la fin du mois d'août, un versement de 2,8 Mds du FMI devrait intervenir au titre des DTS (650 Mds USD pour soutenir la liquidité mondiale) et pourrait être intégré dans le budget du pays. Par ailleurs, la vente d'ISA à Ecopetrol apportera 3,6 Mds USD de revenus supplémentaires à l'Etat colombien. Enfin, les *remesas* pourraient atteindre 4 Mds USD et les IDE 3 Mds USD, mais le déficit commercial continue à se creuser et pourrait atteindre 7 Mds USD au second semestre.

LE CHIFFRE À RETENIR

7 MDS USD

Il s'agit des revenus que devrait percevoir l'économie colombienne d'ici à la fin de l'année

BOLIVIE

La chambre des députés approuve la restitution partielle ou totale des cotisations AFP

La Chambre basse a approuvé un projet de loi du gouvernement permettant la restitution partielle ou totale des cotisations aux Administrateurs de fonds de pension (AFP) pour les personnes au chômage de plus de 55 ans. Cette restitution sera totale pour celles qui possèdent une épargne inférieure à 10.000 Bs (1.448 USD), soit potentiellement 219 000 personnes. Les personnes ayant cotisé entre 1.448 et 14.481 USD pourront retirer jusqu'à 15% de leurs fonds (1,2 M de bénéficiaires potentiels). Au-delà de 14.481 USD, le retrait est limité à 2.172 USD (58.500 bénéficiaires potentiels). Selon le ministre de l'économie, le gouvernement dispose de 3,9 Mds Bs pour financer les retraits. Cependant, plusieurs experts d'inquiètent de la forte hausse de la dette interne (+24% par rapport à 2010), financée principalement par les AFP, la principale source de liquidités sur le marché intérieur. Cette loi doit encore être votée au Sénat.

COLOMBIE

L'économie colombienne a progressé de 17,6% au 2^{ème} trimestre 2021

Cette forte récupération porte la croissance du 1^{er} semestre à 8,8% (0,2% de moins que les prévisions de la Banque centrale). Malgré un effet base important, cette croissance indique une reprise de l'activité économique, notamment portée par une croissance forte du secteur de l'industrie manufacturière (+18,2%). Tous les secteurs économiques ont bénéficié d'un rebond au 2^{ème} trimestre, en particulier les activités artistiques et de loisirs, qui ont enregistré la plus forte croissance (83,8%).

S&P maintient la note d'Ecopetrol

Ecopetrol a annoncé dans un communiqué le 18 août que S&P maintient la qualification internationale de long terme de l'entreprise à



BB+ avec perspective stable et sa notation de crédit individuel (Stand-Alone) à BBB-. Par ailleurs, S&P a souligné la mise en place d'objectifs de décarbonisation et considère que l'acquisition d'ISA représente une avancée dans la transition énergétique du groupe.

La loi oblige les fonds de pension à investir dans des projets productifs

La loi 2112 de 2021 oblige désormais les fonds de pensions obligatoires du régime d'épargne individuelle à investir 3% de leurs ressources dans des entreprises ou des projets productifs nationaux. Le montant des ressources est substantiel car selon Asofondos, le solde de l'épargne retraite des quatre administrateurs du système (Porvenir, Protección, Colfondos et Protección) atteint 84 Mds USD. Le montant dont les entreprises pourraient bénéficier s'élève ainsi à 2,5 Mds USD.

Près de 10,5 Mds USD ont été octroyés au FOME en 2020 et 2021

Afin d'atténuer les effets de la crise engendrée par la pandémie, le gouvernement a mis en place le Fonds d'urgence (FOME) pour gérer les fonds dédiés au traitement de la crise sanitaire et économique. Selon un rapport publié par le Ministère des finances, au 31 juillet 2021, près de 10,5 Mds USD ont été octroyés au Fonds dont 79% (soit 8,3 Mds) ont été exécutés, 2 Mds devant être encore exécutés pour le reste de l'année 2021. Les allocations ont été destinées à 3 postes: l'urgence sanitaire (4,1 Mds USD), le soutien à la population vulnérable (3,6 Mds USD) et le soutien à l'emploi et à l'activité économique (2,7 Mds USD).

EQUATEUR

Hausse de 30% des exportations au premier semestre

Les exportations équatoriennes ont augmenté de 30% au premier semestre 2021 par rapport à la même période de l'année 2020, dépassant le niveau atteint au premier semestre 2019. Cette augmentation s'explique par une hausse des exportations pétrolières qui s'établit à +89%. Les exportations non pétrolières enregistrent une hausse de 12% (essentiellement les crevettes, le cacao et le thon) malgré une baisse des exportations de banane (-10%). Les exportations non traditionnelles affichent une augmentation de 185% au S1 2021, tirées par les exportations minières qui ont représenté 705 MUSD au premier semestre.

Lancement de projets d'infrastructures publiques

Le gouvernement équatorien a lancé des projets dans les secteurs des énergies renouvelables et des infrastructures routières, sous la forme d'initiatives public-privé. En ce qui concerne les énergies vertes, le ministère de l'électricité a lancé des projets photovoltaïques, éoliens, géothermiques et de biomasse équivalents à 1.400 MW dont la mise en œuvre se fera progressivement à partir du 2^{ème} semestre. Par ailleurs, le ministère des transports a lancé le projet «Viaducto Sur» à Quayaquil qui permettra de mieux connecter la ville au port de Posorja.



PEROU

L'amélioration de l'emploi se confirme au T2 2021, mais celui-ci n'atteint pas encore les niveaux pré-crise

Selon l'Institut national des statistiques (INEI), le taux de chômage national se situe à 5,5% (10,3% à Lima), ce qui représente une diminution de 2 points (et de 5 points à Lima) par rapport au T1 2021, mais reste légèrement supérieur aux niveaux pré-pandémie. Si la population active occupée a augmenté de 52.6% (108.2% à Lima) par rapport au T2 2020, elle a diminué de 0.9% (et de 6.6% à Lima) par rapport au T2 2019. Le nombre de femmes employées a augmenté de 64.4% (111.2% à Lima) par rapport au T2 2020, mais celles-ci restent davantage frappées par le chômage avec un taux de 6,6% contre 4,6% pour les hommes. Enfin, le secteur informel urbain compte 9 M de travailleurs en année glissante (juillet 2020-juin 2021), soit un taux historique de 72,5% de la population occupée. Ceci s'explique par la flexibilité offerte par l'informalité ainsi que de moindres coûts, surtout pour les PME, qui emploient 90% des travailleurs informels.

La Banque centrale relève son taux directeur de 0,25% à 0,5%

Cette mesure intervient afin d'endiguer la hausse de l'inflation, en partie provoquée par une dévaluation du sol face au dollar, renchérissant les prix de certains biens de base importés tels que le blé, l'huile, les pâtes, ou le poulet. La BCRP estime que l'inflation en année glissante (août 2020-juillet 2021) s'élève à +3,81% et que cette dernière pourrait atteindre 3,03% fin 2021. Il s'agit d'un niveau dépassant légèrement la cible d'inflation de 1% à 3% par an que la BCRP s'impose (toutefois assez limité par rapport au reste de la région). L'objectif de cette hausse des taux directeurs est d'attirer les capitaux étrangers, grâce à un meilleur rendement des

investissements, augmentant ainsi l'offre de dollars. Des experts remarquent qu'il s'agit toujours d'un taux historiquement bas qui aura peu d'impact sur la demande de crédits en soles. Pour rappel, en avril 2020, la BCRP a réduit son taux directeur de 1,25% à 0,25% afin de stimuler le crédit en vue de faire face à la crise du covid-19.

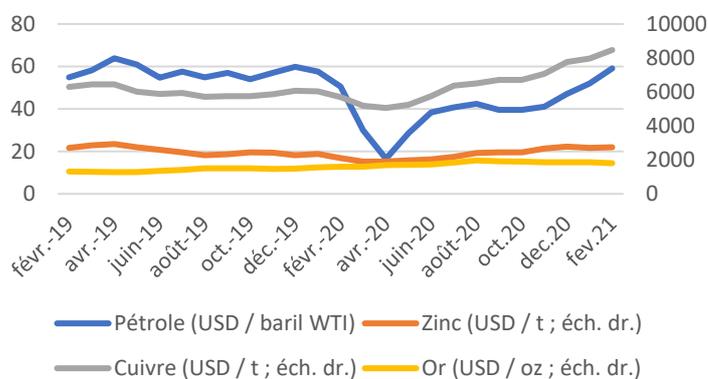
VENEZUELA

Sous Maduro, le PIB a chuté de plus de 80%

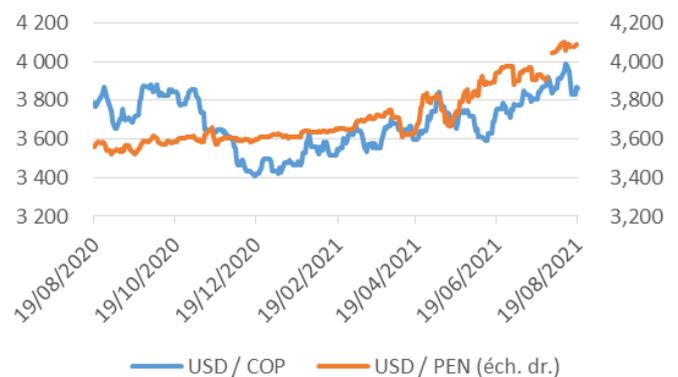
Selon le FMI, le PIB du pays enregistrera une nouvelle chute de 10% cette année. Selon les estimations du Fonds, depuis la prise du pouvoir de Maduro en 2013, l'économie vénézuélienne s'est rétractée de 83,5%, passant de près de 259 Mds USD à 42,5 Mds USD. Cette tendance devrait se poursuivre en 2022, avec une baisse du PIB attendue de 5%. L'inflation, qui a connu un pic historique en 2018 (130.060%), continue de progresser à un rythme élevé : 9.586% en 2019, 2.960% en 2020 et 2.348% prévus en 2021. Le bolivar n'a cessé de se déprécier : si un dollar valait 5.433 bolivares officiellement en 2019 (et 6.347 bolivares sur le marché parallèle), il s'échangeait au 22 avril 2021 contre 2.518.331 bolivares (2.570.429 bolivares sur le marché parallèle). Un rapport de l'Ucab de juillet 2020 indique que près de 65% des ménages vénézuéliens étaient touchés par une pauvreté multidimensionnelle, tandis que 96% de la population vivait en-dessous du seuil de pauvreté, avec un revenu moyen de 0,72 USD par jour. Cette situation est liée en grande partie à la chute de la production pétrolière. Par ailleurs, le pays n'a exporté que pour 5 Mds USD en 2020, n'a reçu que 934 M USD d'investissements étrangers en 2019 et les *remesas* n'ont atteint qu'1,9 Mds USD alors que des millions de citoyens vénézuéliens ont quitté le pays.

Les graphiques de la semaine :

Cours des matières premières (mensuel)



Taux de change (quotidien)



Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dettes publiques (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international